

**Union européenne - Déclaration de  
Mme Nathalie Loiseau, ministre  
chargée des affaires européennes, à  
son arrivée au Conseil affaires  
générales**

(Bruxelles, 12 novembre 2018)

(en français et en anglais)

Q - Aujourd'hui il y a un agenda assez chargé, on commence par le Brexit ce matin, quelles sont les dernières nouvelles que vous avez ? Les Britanniques sont-ils prêts à un accord ?

R - Ça c'est Michel Barnier qui va nous dire si les Britanniques sont prêts à un accord. Nous sommes déterminés à avoir un accord, un bon accord. Nous pensons que c'est possible.

Bien sûr il reste peu de temps. Nous avons le sentiment que Michel Barnier et les Britanniques ont beaucoup travaillé, nous avons besoin, nous les Vingt-sept, d'entrer dans les détails de ce qui a été discuté entre les négociateurs, en particulier sur les conditions d'une union douanière, vous vous en doutez. Nous allons voir ce qui est possible, mais naturellement, la balle est dans le camp britannique, c'est une question de décision politique britannique, et là, ce n'est que Mme May qui peut nous le dire.

Q - Pour un pays comme la France et les pays les plus proches géographiquement on va dire, le Royaume-Uni est important j'imagine. On parle beaucoup de la pêche par exemple, est-ce un point de vigilance pour la France ?

R - La pêche est quelque chose qui doit être traitée dans la relation future. Mais naturellement, à partir du moment où l'on parle d'union douanière, il faut se poser les bonnes questions, et la pêche est un sujet prioritaire pour nous mais pas seulement pour nous, c'est vrai aussi pour le Danemark, les Pays-Bas, la Belgique, l'Irlande, l'Espagne. C'est un sujet extrêmement important et nos pêcheurs le savent, nous en avons parlé avec eux, nous en parlerons encore cette semaine. Je suis là aussi convaincue que la situation actuelle est une bonne situation, où les pêcheurs européens pêchent dans les eaux britanniques et où le poisson britannique est écoulé sur le marché européen. Nous devons préserver cette situation.

Q - Minister, on a scale on 1 to 10, what would you say the chances is now of getting a deal ?

R - I have no crystal ball, unfortunately I would love to have one. We are determined and committed to find a good deal, we know that it's better than a no deal, we know how important it is for the UK so we will carefully listen to what Michel Barnier has to say to us because he

wanted to intensify discussions with the British negotiator in the recent days. We will have a close look to what customs union would mean for us, because it is in between the withdrawal agreement and the future relationship, so of course it is a little bit special to discuss the two of it.

We are ready, we are open, but of course we want to discuss the details.

Q - And there is some hostility to the idea of an arbitration panel which could end any temporary arrangement. What are your views on that ?

R - Well, if we end any sort of temporary arrangement, this is to be a bilateral decision from the EU27 and from the UK at the same time. And we have to know at that moment what sort of solution there is for the Irish border. This is what we have to discuss.

Q - Why fish is becoming such a big issue when it comes to this temporary customs union ?

R - It has not become a big issue, it has been a big issue from the beginning, but simply now that we are discussing partly of the future relationship, this is one of the key issues of the future relationship, so now it's on the table.

Q - Do you think the EU is prepared for a no deal scenario as France ?

R - We are working on that, this is not our preferred scenario as you understand. But we are working on it, because even if we have an agreement, we don't know whether the European Parliament or the British Parliament would ratify the agreement. So we have a draft law in the Parliament in France preparing for national measures in order to protect British citizens living in France, or French nationals coming back to France from the United Kingdom, and to ease the circulation between the UK and the continent. This would be temporary measures but it is needed to be prepared for any sort of scenario.

Q - How much time do we have ?

R - Not much, as you know.

Q - Une question sur le cadre financier pluriannuel : c'est la première discussion vraiment aujourd'hui, en tout cas, en session publique par exemple. Pensez-vous qu'il est faisable d'avoir un accord avant les élections ? Est-ce que vous souhaitez qu'il y en ait un avant les élections ?

R - D'abord nous discutons sur le cadre financier pluriannuel depuis des mois en réalité, et à intervalle très régulier nous en parlons en bilatéral entre ministres ou par petits groupes. La question est d'avoir un bon budget, ce n'est pas se précipiter pour avoir n'importe quelle forme de budget avant les élections. Je ne suis pas absolument sûre compte tenu de l'enjeu, du

caractère sans précédent de ce budget, avec de nouveaux défis, de nouveaux domaines d'intervention et le départ du Royaume-Uni, que nous soyons capables d'être prêts dès avril. Je ne suis pas sûre non plus que démocratiquement ce soit un bon signal pour les électeurs qui vont aux élections européennes de leur dire que l'on a choisi les priorités et les moyens qui vont avec ces priorités avant même qu'ils ne se soient exprimés./.